



A l'occasion de la journée de grève et de manifestation du 15 octobre, deux articles de presse sont parus.



**SOCIAL (extrait)**



Retraite à 60 ans sans condition, départ anticipé pour pénibilité, pension minimale à 1 700 €, etc. : les revendications sont connues mais rappelées tous les dix mètres par des manifestants de plus en plus sceptiques face au pouvoir socialiste. L'un d'eux a même monté un panneau tout simple mais qui en dit long sur la droite qui se déchire déjà pour 2017, où l'on voit les trois portraits de Copé, Fillon et... Hollande. Ce n'est pas la seule provocation d'un cortège où la «gauche caviar» est bien souvent raillée, **tandis que ceux des Finances publiques ont une analyse au fond assez simple du malaise.** «Il y a des retraités qui sont imposables aujourd'hui et qui ne l'étaient pas l'an passé, la conséquence de la réforme Fillon-Sarkozy. Du coup, les trésoreries explosent sous les demandes, aussi bien en front office (accueil) qu'en back office (bureaux) où les personnels ne peuvent plus faire face. Nous avons 40 emplois vacants budgétés en Haute-Garonne et nous craignons que cette chaise vide nous soit retirée», indique Boris Beaudoin, délégué syndical CGT Finances 31.



## MANIFESTATION CONTRE LA RÉFORME DES RETRAITES

# Les retraites, les impôts : parlons-en !

Le mardi 15 octobre dernier, les Toulousains ont à nouveau battu le pavé contre la réforme des retraites. Au départ de la Place Arnaud Bernard, sous une fine pluie, le cortège a déclamé son opposition jusqu'à la Préfecture. Votre hebdomadaire a suivi plus particulièrement les agents grévistes des Finances Publiques...



1 300 personnes selon les forces de l'ordre et plus de 5 000 selon les organisateurs ont manifesté contre la réforme des retraites dans la matinée de mardi dernier. Un cortège où se mêlaient salariés du public et du privé. Parmi les étendards : La Poste, les cheminots, les agents du Conseil Général et d'autres collectivités territoriales, des agents des Finances Publiques, des universitaires et des étudiants, des salariés d'EADS, des retraités de la métallurgie, des personnels de l'INRA... Un mouvement organisé le jour où les députés examinent et votent en première lecture le texte décrié. En parallèle de la manifestation, plusieurs perturbations dans les services publics comme par exemple dans les cantines scolaires de la ville ou les

centres de Finances Publiques. Pour les agents de cette administration : «*le changement ce n'est pas maintenant*» ! A l'occasion de la protestation contre la réforme des retraites les personnels du "trésor" exposent la situation de leur ministère. Boris Beaudoin de la CGT Finances Publiques explique : «*les politiques menées par le gouvernement Sarkozy-Fillon se poursuivent avec le gouvernement Hollande-Ayrault. Dans le projet de la loi de finances 2014 qui est débattu en ce moment à l'Assemblée Nationale, on nous annonce 1988 nouvelles suppressions d'emploi.*»

### «Un système fiscal déséquilibré»

Par la voix de Boris Beaudoin, les agents des Finances Publiques es-

timent que : «*si nous avions les moyens d'exercer nos missions, nous pourrions résorber une partie des 60 à 80 milliards de fraude fiscale reconnue. Il y a aussi les 32 milliards de fraude à la TVA. On évalue la fraude fiscale en Haute-Garonne à 1 milliard d'euros.*» Et son collègue Régis Lagrifoul, de Solidaires Finances Publiques, de renchérir : «*Les gens considèrent l'impôt de moins en moins juste et de plus en plus ont des difficultés de paiement. Cette année, de petites bourses se sont vues imposables, je pense aux gens qui ont de petites retraites alors qu'étaient annoncés des ciblage sur les classes aisées. Les effets de la crise sont visibles sur les particuliers et les entreprises. Dans les secteurs très touchés sur Toulouse comme le bâtiment, nous voyons plus d'éta-*

lement ou de facilités de paiement.» Selon Régis Lagrifoul, «*le système fiscal français est clairement déséquilibré au détriment des particuliers et au bénéfice des Grandes Entreprises qui ont des effets d'aubaine avec les crédits d'impôts.*» A l'image du crédit d'impôts compétitivité-emploi (CICE), d'un montant de 20 milliards d'euros, chiffre qui correspond selon Boris Beaudoin «*au déficit annoncé à l'horizon 2020*» ! Et le Ministre de l'Economie et des Finances Pierre Moscovici, censé selon les syndicats «*donner du sens à l'impôt*», parle de «*ras-le-bol fiscal et a annoncé fin août qu'il n'y aurait aucun contrôle de l'administration sur ces crédits*» regrettent les délégués syndicaux.

Marie-Agnès Espa  
@MAEspa1